Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1922 — Roma — Sabato 22 luglio — Numero 172

Abbonamenti

In Roma, sia presso l'Amministrazione, che a domicilio ed in tutto il Regno: anno L. 65; semestre L. 36; trimestre L. 20

All'Estero (Paesi dell'Unione post.): » » 120; » » 80; » » 50

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali e decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Annunzi giudiziari . . . . L. 0,60 } per ogni linea di colonna o
Altri avvisi . . . . » 0,80 } spazio di linea.

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla Amministrazione della Gazzetta presso il Ministero dell'Interno.
Per le modalità delle inserzioni vedansi le avvertenze in testa al Foglio degli annunzi.

Un numero separato di 16 pagine o meno, in Roma: cent. 30 — nel Regno cent. 35 — arretrato in Roma, cent. 50 — nel Regno cent. 60 — all'Estero cent. 90

Se il giornale si compone di oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

All'importo di ciascun vaglia postale ordinario e telegrafico, si aggiunga sempre la tassa di bollo di centesimi cinque o dieci prescritta dall'art. 48, lettera a) della tariffa (allegato A) del testo unico approvato con decreto-legge Luogotenenziale n. 135, del 1918, e dal successivo decreto-legge Luogotenenziale n. 1134.

SOMMARIO

Parte ufficiale

LEGGI E DECRETI

Disposizioni diverse.

Foglio delle inserzioni.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero 965 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione monetaria addizionale a quella del 6 novembre 1885, sottoscritta a Parigi il 9 dicembre 1921, le ratifiche della quale vennero scambiate a Parigi il 15 giugno 1922.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 giugno 1922.

VITTORIO EMANUELE.

FACTA — SCHANZER — PEANO.

Visto, *il guardasigilli*: LUIGI ROSSI.

Convention monétaire additionnelle à la Convention du 6 novembre 1885

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse,

Ayant pris en considération la situation créée en Suisse par l'afflux des écus des Etats signataires de l'Union Monétaire Latine et des monnaies divisionnaires belges, et voulant permettre à la Belgique de pourvoir aux besoins monétaires de sa Colonie du Congo, ont résolu de conclure à cet effet une Convention **additionnelle** à la Convention du 6 novembre 1885, et ont nommé **pour** leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

MM. Liébaert, Ministre d'Etat;
Le Grelle, Commissaire des Monnaies;
Rombouts, Administrateur, Directeur Général honoraire de la Trésorerie.

Le Président de la République Française:

MM. Arnaune, Membre de l'Institut, Conseiller-Maître à **la** Cour des Comptes;
Parmentier, Directeur du Mouvement général des Fonds;
De Mouy, Sous-Directeur du Mouvement général des Fonds;
Bouvier, Directeur de l'Administration des monnaies et médailles;
Péan, Sous-Directeur des affaires administratives et des Unions **Internationales** au Ministère des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Athenogènes, Délégué hellénique à la Commission des réparations.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Conti Rossini, Directeur Général du Trésor.

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

MM. Dunant, Ministre de Suisse à Paris;
Léopold Dubois, Président du Conseil d'Administration de la Société de Banque Suisse;
Meyer, Membre du Conseil National Suisse;
Bachman, Membre de la Direction Générale de la Banque Nationale Suisse;
Ryffel, Chef de service du Département Fédéral des Finances.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

Par dérogation temporaire aux dispositions de la Convention **monétaire** du 6 novembre 1885, la mise hors cours par la Suisse **des écus** belges, français, grecs et italiens et des monnaies divisionnaires belges est ratifiée et maintenue jusqu'à nouvel accord.

Art. 2.

Par dérogation aux dispositions de la Convention monétaire du **6** novembre 1885 et des arrangements annexés à cette Convention, **il** sera disposé dans les conditions déterminées aux articles **ci-après**, du stock de monnaies d'argent de l'Union Latine actuellement détenues par la Suisse et dont la consistance est la suivante:

écus belges . . . . 28.915.000 frs.
auxquels s'ajouteront . . 6.4?5.000 frs. d'écus de l'Union à remettre par la Belgique en échange d'une somme égale de monnaies divisionnaires belges.

écus français . . . . . 130.255 000 frs.
écus grecs . . . . . . 915.000 »
écus italiens . . . . . 65.405.000 »

Art. 3.

A partir du 15 janvier 1927, il sera procédé au rapatriement de Suisse des écus à l'empreinte de la Belgique, de la France, et de l'Italie pour les quantités ci-après déterminées:

Belgique	6 millions de francs
France	130 » »
Italie	30 » »

Ce rapatriement aura lieu par fractions égales échelonnées de trois mois en trois mois dans un délai maximum de cinq ans.

Art 4.

Le remboursement des écus rapatriés conformément aux stipulations de l'article précédent sera fractionné en paiements égaux échelonnés de trois mois en trois mois, de telle sorte que le compte soit soldé dans un délai maximum de cinq ans à partir du 15 janvier 1927.

Il s'effectuera obligatoirement en or à concurrence de 2 millions de francs pour la Belgique, 20 millions de francs pour la France et 6 millions six cent soixante mille francs pour l'Italie, et pour le surplus, soit en or, soit en pièces d'argent de 5 francs frappées à l'empreinte de la Suisse, soit en traites paybles dans cet Etat avec les mêmes monnaies ou avec des billets de banque y ayant cours légal.

Les paiements à acquitter obligatoirement en or seront répartis par fractions égales entre toutes les échéances trimestrielles.

Les frais de transport seront réglés conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Arrangement du 6 novembre 1885.

Art. 5.

A partir du 15 janvier 1925, les Etats Contractants s'engagent à payer à la Suisse, sur le montant du stock d'écus de l'Union Latine demeurant à rapatrier à chaque échéance, un intéret qui est fixé à 1 0/0 l'an, jusqu'au 15 janvier 1929 et à 1 1/2 0/0 l'an du 15 janvier 1929 au 15 janvier 1932.

Ces intérêts seront arretés et payés par trimestre, en or, ou en pièces d'argent de 5 francs frappées à l'empreinte de la Suisse ou en traites payables dans cet Etat soit avec les memes monnaies soit en billets de banque y ayant cours légal.

Art. 6.

La Belgique, la France et l'Italie se réservent le droit de rapatrier de Suisse et de rembourser à tout moment, à vue, aux conditions stipulées dans l'article quatrième tout ou partie du stock déterminé à l'article troisième.

Au cas où avant l'expiration de la première année qui suivra la signature de la présente Convention, l'un des Etats Contractants effectuerait en or ou en écus suisses le remboursement du tiers des écus à sa charge, la Suisse lui fera remise de l'ensemble des intérêts dus aux termes de l'article cinquième.

Art. 7.

La Suisse se réserve le droit de négocier, à tout moment, comme métal argent, tout ou partie des écus à l'empreinte des autres Etats Contractents qui font l'objet de la présente convention. Toutefois, elle devra, si elle veut faire usage de la faculté qui lui est ainsi laissée, en donner notification à l'Etat intéressé qui pourra toujours faire connaître, dans un délai de quinze jours, son intention de procéder au rapatriement des écus que la Suisse se propose de négocier et à leur remboursement à vue dans les conditions de l'article quatrième. Elle sera dans ce cas dessaisie, jusqu'à due concurrence, du droit qui lui est concédé par l'article troisième.

Art. 8.

La Suisse est autorisée à frapper des pièces de cinq francs à son empreinte pour une valeur de 80 millions de francs, étant entendu que le montant des écus suisses déjà frappés sera imputé sur cette somme. Elle pourra faire usage à cet effet de monnaies des Etats Contractants à concurrence de:

écus belges ou écus remis par la Belgique en échange de monnaies divisionnaires belges 29.410.000 frs;

écus grecs 915.000 frs;
écus italiens 35.405.000 frs.

Art. 9.

En considération de la reprise et du remboursement par la Belgique, la France et l'Italie, des pièces d'argent de 5 francs à leurs empreintes retirées de la circulation en Suisse, la Suisse renonce, pendant la durée de la présente Convention pour le cas de liquidation de l'Union Monétaire au bénéfice de l'article 14 de la Convention du 6 novembre 1885.

Art. 10.

L'article 13 de la Convention additionnelle du 25 mars 1920 est remplacé par la disposition suivante:

Le Gouvernement belge est autorisé, par dérogation temporaire à la Convention du 6 novembre 1885, à frapper, pour les besoins de la Colonie du Congo, des monnaies spéciales de métal inférieur auxquelles seront attribuées les valeurs nominales des pièces de 2 francs, 1 franc et de 50 centimes. Ces monnaies ne seront pas reçues par les Caisses publiques de la Belgique et des autres Etats de l'Union.

Les quantités émises seront imputées sur les contingents de monnaies divisionnaires d'argent attribués à la Belgique par la Convention monétaire additionnelle du 4 novembre 1908.

Art. 11.

La présente Convention additionnelle sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 15 avril 1922.

Elle entrera en vigueur cinq jours francs après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement.

Fait à Paris le 9 décembre 1921, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque Puissance contractante.

Signé:		*Signé:*	
	Liébaert		Conti Rossini
	Le Grelle		Dunant
	Rombouts		Léopold Dubois
	Arnaune		Meyer
	Parmentier		Bachmann
	De Mouy		Ryffel
	Bouvier		
	Péan		
	Athenogènes		

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il ministro degli affari esteri
SCHANZER.

Il numero 941 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 5 novembre 1911, n. 1247, convertito nella legge 25 febbraio 1912, n. 83;

Sentito il parere del Comitato superiore amministrativo istituito presso il Ministero delle colonie con R. decreto 11 gennaio 1914;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per le colonie;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Sono approvate le unite norme relative all'esercizio delle farmacie nella Tripolitania e nella Cirenaica, viste, d'ordine Nostro, dal ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 maggio 1922.

VITTORIO EMANUELE.

FACTA — AMENDOLA

Visto, il guardasigilli: LUIGI ROSSI.

Norme relative all'esercizio delle farmacie nella Tripolitania e nella Cirenaica

Art. 1.

L'apertura e l'esercizio delle farmacie nella Tripolitania e nella Cirenaica sono regolati dalle seguenti disposizioni.

Art. 2.

Il governatore, sentito il Consiglio sanitario, stabilisce per ciascuna circoscrizione il numero delle concessioni, avendo riguardo alle necessità dell'assistenza farmaceutica locale, in rapporto alla popolazione ed alla ripartizione di essa nel territorio.

Art. 3.

L'autorizzazione ad aprire e ad esercitare una farmacia è data con decreto del governatore, tenuto conto del numero massimo delle concessioni stabilite come all'articolo precedente.

La concessione è subordinata al pagamento di una tassa di L. 4000 se la farmacia s'intende aprire nei capoluoghi della Tripolitania e della Cirenaica e di L. 500 se negli altri centri abitati, oltre una tassa annuale d'ispezione in misura unica di L. 50.

Il governatore, sentito il Consiglio sanitario, potrà, quando lo consigliano gravi e speciali circostanze, esonerare dal pagamento di metà della tassa di concessione o anche autorizzare il pagamento in più rate.

Quando vi siano più aspiranti all'apertura di una farmacia, il governatore, salvo sempre il disposto dell'art. 8, provvederà all'assegnazione di essa per concorso sulla base delle proposte da farsi da apposita Commissione giudicatrice dei titoli degli aspiranti, presieduta dal segretario generale e composta, oltre che dal direttore di sanità, di un medico libero esercente, di un legale e di un farmacista o chimico, scelti dal governatore.

La concessione è strettamente personale. È vietato il cumulo di due e più autorizzazioni in una stessa persona od Ente.

Chiunque apra ed eserciti una farmacia senza autorizzazione è punito con ammenda non minore di L. 500 e con l'arresto fino ad un mese. Sarà inoltre disposta con decreto del governatore la chiusura dell'esercizio.

Art. 4.

La domanda per aprire una farmacia deve contenere l'indicazione del domicilio del richiedente, nonchè quella esatta della sede in cui intende porre l'esercizio, ed essere corredata dai seguenti titoli e documenti.

a) certificato di cittadinanza italiana;

b) atto di nascita e certificato dell'imam e del muctar per i cittadini del luogo da cui risulti la maggiore età del richiedente, se regnicolo, e che l'istante abbia non meno di anni 21 se cittadino della colonia;

c) certificato di non essere interdetto, fallito o inabilitato;

d) laurea in chimica e farmacia, ovvero diploma in farmacia, conseguiti in Università, istituti o Scuole a ciò autorizzati nel Regno, ovvero conseguiti all'estero e riconosciuti;

e) certificato attestante la iscrizione nell'albo di un ordine provinciale dei farmacisti, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 3 della legge 10 luglio 1910, n. 455;

f) certificato penale;

g) certificato di moralità rilasciato, pei cittadini italiani residenti in Italia, nelle forme legali consuete e per quelli residenti in Libia od originari della stessa dall'Amministrazione municipale ove esista, ed in mancanza dall'ufficio locale di Governo.

I documenti di cui alle lettere c), f) e g) devono essere di data non anteriore di tre mesi a quella della presentazione della domanda; quelli di cui alle lettere a), b), g) devono essere debitamente legalizzati.

Art. 5.

L'autorizzazione dell'apertura dell'esercizio di una farmacia non potrà avere effetto, se non dopo che sarà eseguita, con risultato soddisfacente, una ispezione dal direttore di sanità o da un sanitario da lui delegato, al fine di accertare che i locali, gli arredi, le provviste, la qualità e la quantità dei medicinali offrano piena garanzia di buon servizio.

Se il risultato della ispezione non sarà stato soddisfacente, il titolare verrà diffidato a mettersi in regola entro un termine perentorio, decorso infruttuosamente il quale il governatore pronunzierà la decadenza dell'autorizzazione.

Art. 6.

Il titolare autorizzato di ciascuna farmacia o il direttore, nei casi di cui agli articoli 8 e 12, 2° comma, è personalmente responsabile del suo regolare servizio, ed ha l'obbligo di mantenerlo ininterrottamente secondo le norme e gli orari stabiliti dal governatore, sentito il direttore di sanità.

Se intenda sospendere o cessare l'esercizio deve darne notificazione un mese prima all'ufficio locale di Governo. La contravvenzione a questa disposizione è punita con ammenda, non inferiore alle L. 200.

Art. 7.

La decadenza dell'autorizzazione si verifica, oltre che nel caso previsto all'art. 5:

a) per la morte dell'autorizzato;

b) per dichiarazione di fallimento dell'autorizzato non seguita entro 15 mesi da sentenza di omologazione di concordato divenuta esecutiva secondo l'art. 841 del Codice di commercio;

c) per volontaria rinunzia dell'autorizzato;

d) per chiusura abusiva dell'esercizio, durata oltre 15 giorni;

e) per constatata recidiva di abituale negligenza ed irregolarità nell'esercizio, e per altri fatti imputabili al titolare autorizzato, dai quali sia derivato grave danno alla incolumità individuale o alla salute pubblica;

f) per condanna penale passata in giudicato, per effetto della quale l'autorizzato sia stato punito con la sospensione dell'esercizio professionale per un tempo maggiore di un mese;

g) per la perdita, da qualunque titolo derivata, del godimento dei diritti civili e politici;

h) per la perdita della cittadinanza italiana.

La decadenza, escluso il caso di cui alla lettera a) è pronunciata con decreto del governatore, sentito il Consiglio sanitario;

Art. 8.

Gli Istituti civili e militari, i Municipi e le Società cooperative italiane di consumo possono essere autorizzate ad aprire al pubblico ed esercitare farmacie con le cautele e con le norme stabilite, di volta in volta, dal governatore, sentito il Consiglio sanitario, fermo l'obbligo che la Direzione e la responsabilità dell'esercizi spettino ad un farmacista munito di laurea in chimica e farmacia o del diploma di farmacia.

La decadenza della relativa autorizzazione per le società cooperative si verifica:

a) per la fine dell'Ente;

b) per la volontaria rinunzia;

c) per la chiusura dell'esercizio durata oltre 15 giorni, che non sia stata preventivamente notificata o alla quale non sia stato consentito in seguito alla notificazione;

d) per abituale negligenza od irregolarità nell'esercizio della farmacia, accertate posteriormente a diffida del Governo alla loro legale rappresentanza;

e) per mancata sostituzione, nel termine che sarà, volta per volta, assegnato dal governatore, del direttore responsabile che sia incorso nella sospensione dell'esercizio professionale per un tempo maggiore di un mese in forza di condanna penale passata in giudicato.

La decadenza è pronunziata nei modi e nelle forme stabilite dal precedente art. 7.

Art. 9.

Le farmacie sono soggette alla vigilanza dell'autorità sanitaria locale, che deve accertarsi con visite periodiche ed improvvise, che siano sempre convenientemente dotate ed esercitate.

Art. 10.

Sono estese alla Tripolitania e alla Cirenaica, in quanto siano applicabili ed in quanto non sia altrimenti disposto nelle presenti norme, le disposizioni, comprese quelle punitive, vigenti nel Regno sull'esercizio delle farmacie e sul commercio dei medicinali risultanti dal testo unico delle leggi sanitarie 1° agosto 1907, n. 636, dal regolamento generale sanitario 3 marzo 1901, n. 45, dalla legge 22 maggio 1913, n. 468 e dal regolamento 13 luglio 1914, n. 829.

È fatta eccezione per le disposizioni concernenti pagamento di tasse.

Art. 11.

Al Consiglio sanitario sarà aggregato, con voto consultivo, un farmacista civile o militare designato dal presidente, tutte le volte ch'esso dovrà pronunziarsi su affari concernenti il servizio farmaceutico.

Art. 12.

I proprietari delle farmacie esistenti alla data di pubblicazione delle presenti disposizioni o loro aventi causa a termini dell'ultimo comma del presente articolo, sono ammessi ad ottenere il decreto di autorizzazione di cui al precedente art. 3, presentando al governatore, entro un anno dalla data stessa, i titoli che comprovano la loro proprietà e i documenti di cui alle lettere b), c), d), e), f), g) del precedente art. 4.

Detti proprietari, qualora non siano farmacisti, dovranno denunciare al governatore il nome della persona che deve intendersi quale direttore responsabile della farmacia, presentando per essa i documenti di cui al precedente art. 4.

L'inadempimento di tali condizioni importa la decadenza dal diritto dell'esercizio ch'è pronunciata a sensi dell'art. 7, ultimo comma.

Nelle more dell'applicazione delle presenti disposizioni è consentito il trapasso di proprietà delle farmacie attualmente esistenti.

Art. 13.

Entro il termine di sei mesi dalla data della pubblicazione delle presenti disposizioni, i Governi della Tripolitania e della Cirenaica sono autorizzati ad ammettere coloro che attualmente gestiscono le farmacie esistenti colà ad un esame pratico allo scopo di riconoscere la loro idoneità o meno ad esercitare la rispettiva farmacia.

Coloro che saranno riconosciuti idonei restano esonerati, se proprietari, dall'obbligo di presentare i documenti di cui alle lettere *a), d), e)* del precedente articolo 4, e possono essere designati, se soltanto gestori, quali direttori responsabili delle rispettive farmacie, in esenzione dalla presentazione dei documenti di cui alle lettere *a), b), c), e)*, del precedente art. 4.

L'esame verrà dato innanzi ad una Commissione composta dal direttore di sanità, di un chimico e di un medico da designarsi dal governatore in base alle norme che saranno fissate dal Ministero delle colonie, sentita la Direzione generale della sanità pubblica.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il ministro delle colonie
AMENDOLA.

Il numero 968 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto il regolamento organico per le scuole militari, approvato con R. decreto 26 novembre 18 9, n. 429;

Visto il regolamento per l'amministrazione e la contabilità dei corpi, approvato con R. decreto 6 agosto 1911, n. 1413;

Vista la legge 16 luglio 1914, n. 679;

Visto il decreto Luogotenenziale 28 ottobre 1915, n. 1565;

Visto il decreto Luogotenenziale 28 luglio 1918, n. 1106, relativo all'ordinamento degli studi nei Collegi militari;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta dei Nostri ministri segretari di Stato per gli affari della guerra e dell'istruzione pubblica;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Gli studi nei Collegi militari si effettuano in tre anni e si compiono secondo i programmi dell'intero corso liceale oppure secondo quelli degli ultimi tre anni dell'Istituto tecnico (sezione fisico-matematica).

Art. 2.

Per ottenere l'ammissione al 1° corso liceale o al 2° corso d'Istituto tecnico dei Collegi militari, occorre possedere la licenza ginnasiale o il passaggio dal 1° al 2° anno d'Istituto tecnico in conformità del regolamento per gli esami nelle scuole medie e normali in applicazione della legge 27 giugno 1912, n. 678, ed avere superato un esame di concorso nelle materie e con le modalità che saranno, di volta in volta, stabilite.

Art. 3.

Gli aspiranti all'ammissione, oltre a possedere i titoli di studio di cui al precedente articolo e gli altri requisiti prescritti, dovranno aver compiuto il 14° anno di età e non superato il 16° al 31 dicembre dell'anno in cui ha luogo l'ammissione. Essi dovranno altresì essere riconosciuti fisicamente idonei mediante visita medica presso il Comando del distretto ed altra visita collegiale presso la sede del Collegio, il cui risultato sarà definitivo e inappellabile.

Art. 4.

Durante l'intera permanenza nel Collegio non è consentito agli allievi ripetere più di un anno. In caso diverso essi cessano di appartenere al Collegio. La presente disposizione non è applicabile agli allievi già appartenenti al Collegio anteriormente all'anno scolastico 1921-922, per i quali rimane in vigore il 2° comma del n. 11 della parte prima del regolamento organico per le scuole militari.

Art. 5.

Ferme rimanendo le disposizioni dell'art. 883 del regolamento per l'amministrazione e la contabilità dei corpi, approvato con R. decreto 6 agosto 1911, n. 1413, non potranno ottenere la consegna del diploma di licenza nè alcun altro certificato di studio gli allievi che non siano in regola col pagamento delle quote di pensione e delle altre spese poste a loro carico.

Art. 6.

È abrogato il decreto Luogotenenziale 28 luglio 1918, n. 1106, e resta modificata, in relazione alle disposizioni contenute nei precedenti articoli, la parte prima del regolamento organico per le scuole militari.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 giugno 1922.

VITTORIO EMANUELE.

FACTA — LANZA DI SCALEA — ANILE

Visto, il guardasigilli: LUIGI ROSSI.

Il numero 987 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 1 del decreto-legge Luogotenenziale del 13 agosto 1917, n. 1393;

Visto l'art. 6 della legge 7 aprile 1921, n. 368;

Visto il decreto 23 febbraio 1921 del ministro segretario di Stato per i lavori pubblici relativo all'appli-

cazione delle otto ore al personale di macchina e dei treni;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle ferrovie dello Stato;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato pei lavori pubblici, di concerto con quello del tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Personale di macchina della trazione a vapore ed elettrica.

Il personale di macchina, cioè quello adibito alla condotta delle locomotive (intendendo con questa parola di indicare le locomotive ed automotrici sia a vapore che elettriche) dipendente dall'Amministrazione delle ferrovie dello Stato per il servizio inerente alle sue funzioni, da prestarsi secondo le norme del decreto 23 febbraio 1921 del ministro dei lavori pubblici, riceve, oltre lo stipendio, i compensi indicati negli articoli seguenti, le cui disposizioni sostituiscono il capo VII delle disposizioni sulle competenze accessorie, approvate con decreto-legge Luogotenenziale 13 agosto 1917, n. 1593 e modificate coi decreti Luogotenenziali 31 ottobre 1918, n. 1744 e 11 giugno 1919, n. 913.

Art. 2.

Premio per ora di lavoro.

Per ogni ora impiegata in viaggio nella condotta delle locomotive è corrisposta una indennità di L. 1,60 al macchinista e di L. 1,20 al fuochista o assistente treni elettrici.

Le ore di viaggio sono computate secondo l'orario dei treni.

Agli effetti della corresponsione del premio si terrà conto anche dei ritardi, in arrivo, superiori a 60', limitatamente alla parte eccedente la prima ora, semprechè non siano imputabili agli agenti interessati.

Il premio viene corrisposto anche per metà del tempo impiegato:

a) nelle operazioni accessorie computate in ore una sia in partenza che in arrivo pei treni a vapore e in 45 minuti pei treni elettrici, da ridursi in ogni caso a mezz'ora se la durata del percorso del treno in base all'orario non è superiore ad una ora;

b) nei servizi locali, cioè quelli effettuati con treni e locomotive isolate fra stazioni e scali della stessa località o considerati tali per decisione del direttore generale;

c) nelle manovre, ad eccezione di quelle eseguite dalle locomotive dei treni nelle stazioni di passaggio e che non saranno da calcolare essendo già comprese nel tempo di viaggio, nonchè delle manovre in partenza o in arrivo se la durata loro non eccede la mezz'ora poichè in tal caso si considerano incluse nelle operazioni accessorie;

d) nella lavatura delle locomotive, in ragione di tre ore per volta, o nell'esecuzione di altri lavori in deposito inerenti al servizio di macchina, escluse la disponibilità e la riserva non presenziata.

Se il tempo impiegato nei servizi suddetti (computato nel modo indicato) supera nel mese le 100 ore per agente, la parte eccedente è aumentata della metà agli effetti del premio.

Art. 3.

Premio di percorrenza.

Al personale di macchina adibito alla condotta delle locomotive in viaggio o in servizio alle tradotte si corrisponde, per ogni 100 km. virtuali di percorso, un premio di L. 2.10 al macchinista e di L. 1,40 al fuochista o assistente treni elettrici.

Art. 4.

Indennità di pernottazione.

Quando le prestazioni in residenza degli agenti di macchina si svolgono in tutto od in parte dalle 22 alle 5, queste ore comprese, ovvero nell'intervallo stesso i detti agenti restano assenti dalla residenza per servizi di macchina, è corrisposta una indennità di pernottazione nella misura seguente:

Per servizi fuori residenza:

al macchinista L. 4;

al fuochista o assistente T. E. L. 3.

Per servizi in residenza e locali, riserva o disponibilità in deposito:

al macchinista L. 0,40 per ora;

al fuochista o assistente T. E. L. 0,30, per ora.

Agli effetti della liquidazione dell'indennità per i servizi fuori residenza si computa l'assenza considerando anticipata l'ora di partenza secondo l'orario e posticipata quella di arrivo, pure secondo l'orario, del tempo occorrente per le operazioni accessorie, calcolate come al comma a) dell'art. 2.

L'indennità di pernottazione per servizi fuori residenza è corrisposta anche quando il treno che non darebbe titolo, se in orario, all'indennità stessa, arrivi alle ore 23 o posteriormente per ritardo non imputabile agli agenti interessati.

In caso di viaggio comandato senza servizio per recarsi dalla residenza ad altra località per assumervi servizio o viceversa per farvi ritorno a servizio compiuto, l'ora d'orario di partenza e quella di arrivo sono rispettivamente anticipata o posticipata di 15'.

Nella liquidazione dell'indennità pei servizi in residenza si trascurano le frazioni inferiori a mezz'ora e si computano per un'ora quelle uguali o superiori a mezz'ora.

Non sono ammesse due indennità di pernottazione per il periodo dalle 22 alle 5, queste ore comprese se in tale periodo l'agente ha dato prestazioni per le quali sono previste indennità di pernottazione diverse, si corrisponde soltanto la più favorevole.

Art. 5.

Trasferta.

Il personale di macchina riceve la diaria dell'indennità di trasferta, oltre che nei casi previsti dal capo II delle disposizioni sulle competenze accessorie richiamate dall'art. 1 del presente decreto, anche dopo le prime 24 ore di assenza continuata dalla residenza per servizi effettuati nella circoscrizione e per conto del deposito o della stazione cui è stabilmente addetto.

La durata utile dell'assenza dalla residenza agli effetti della liquidazione della diaria si considera iniziata dopo 24 ore dalla partenza secondo l'orario, ed ultimata all'ora di arrivo in residenza pure secondo l'orario senza tener conto degli eventuali ritardi nè dei servizi accessori.

Resta abrogato il comma 1 b) dell'art. 35 delle disposizioni sulle competenze accessorie sopra richiamate.

Delle due indennità di pernottazione a cui può aver titolo, quella stabilita dal precedente art. 4 e quella inerente alla trasferta di cui al Capo II delle disposizioni sulle competenze accessorie succitate, è corrisposta al personale di macchina soltanto la seconda.

Art. 6.

Premio di interessamento.

L'Amministrazione potrà assegnare ai macchinisti e fuochisti

addetti alla trazione a vapore un premio di interessamento all'economia del combustibile calcolata, fino a nuova disposizione, di fronte al consumo verificatosi nel 1919.

Il premio, variabile a seconda dei casi, potrà raggiungere il 25 0/0 dell'economia realizzata e sarà assegnato per 3/5 ai macchinisti e 2/5 ai fuochisti.

Agli effetti della liquidazione del premio si terrà conto dei minuti ricuperati nella corsa dei treni aumentando la velocità nei limiti consentiti, e così pure dei minuti perduti dai treni in corsa e nelle stazioni per motivi non giustificati dipendenti dal personale di macchina.

Il direttore generale stabilirà le ulteriori norme per la determinazione, liquidazione e ripartizione del premio, e potrà modificarlo tenendo conto dei risultati dell'esperienza.

Un ulteriore fondo non superiore al 3 0/0 dell'economia realizzata potrà essere messo a disposizione del direttore generale per assegnazione di premi a tutti coloro che abbiano con la loro opera o sorveglianza contribuito all'economia del combustibile.

Art. 7.

Soprassoldo per servizio in galleria.

Al personale di macchina della trazione a vapore addetto alla scorta dei treni transitanti su tratti di linea con lunghe gallerie che presentano particolare disagio per il personale stesso, è accordato un soprassoldo da stabilirsi dal direttore generale per i singoli tratti di linea.

Il soprassoldo può essere diminuito o soppresso quando per il personale avessero a diminuire o cessare per qualsiasi causa i disagi dai quali il conferimento del soprassoldo è stato determinato.

Il soprassoldo spetta al solo personale residente od in sussidio presso i depositi che provvedono al servizio dei tratti di linea, pei quali il soprassoldo è stabilito, e non al personale di altro deposito che eccezionalmente percorre i tratti stessi con locomotive di semplice transito.

Art. 8.

Locomotive di manovra condotte da un solo agente.

L'agente che conduce locomotive di manovra senza il sussidio di altro agente per la condotta del fuoco riceve, oltre le competenze spettantigli per le funzioni di macchinista, anche quelle per ore di lavoro ad interessamento spettanti per le funzioni di fuochista.

Art. 9.

Servizi speciali.

Al personale di macchina che fosse impegnato per servizi speciali od in casi eccezionali potrà essere assegnato, in sostituzione di tutto o parte dei premi di cui al presente decreto, un apposito compenso globale la cui misura sarà, caso per caso, stabilita dal direttore generale.

Art. 10

Funzioni superiori al grado.

Il macchinista incaricato di disimpegnare le funzioni di capo deposito riceve, in luogo delle competenze accessorie di cui agli articoli precedenti, quelle spettanti al capo deposito ed inoltre un soprassoldo di L. 2 per giorna a di servizio. Se tali funzioni sono esercitate in via permanente viene inoltre usato il trattamento di alloggio e prealloggio spettante al capo deposito.

I fuochisti ed assistenti T. E incaricati di disimpegnare le funzioni di macchinista T. V. o T. E. oppure di macchinista di tradotte e manovre (anche per servizi di sola manovra) e gli altri agenti incaricati di disimpegnare le funzioni di fuochista od assistente ricevono il trattamento stabilito dal presente decreto per le funzioni esercitate, in luogo di quello corrispondente alla propria qualifica, ed inoltre un soprassoldo per ogni giornata di effettivo servizio nelle funzioni stesse pari alla trecentosessantesima parte della differenza fra lo stipendio minimo della qualifica di cui hanno esercitato le funzioni e quello di cui sono fatto sono provvisti.

I soprassoldi di cui sopra sono soggetti al disposto dell'art. 150 delle disposizioni sulle competenze accessorie, citate all'art. 1 del presente decreto.

Art. 11.

Le disposizioni contenute nel presente decreto hanno vigore dal 1° gennaio 1922. Il computo degli arretrati sarà fatto con norme semplificative da approvarsi dal direttore generale. Sugli eventuali reclami contro la liquidazione che sarà fatta degli arretrati decide in via definitiva lo stesso direttore generale, restando escluso al riguardo ogni altro ricorso in sede amministrativa o giudiziaria.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 giugno 1922.

VITTORIO EMANUELE.

FACTA — RICCIO — PEANO.

Visto, *il guardasigilli*: ROSSI LUIGI.

Il numero 988 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 1 del decreto-legge Luogotenenziale 13 agosto 1917, n. 1393;

Visto l'art. 6 della legge 7 aprile 1921, n. 368;

Visto il decreto 23 febbraio 1921 del ministro segretario di Stato dei lavori pubblici relativo all'applicazione delle otto ore al personale di macchina e dei treni;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle ferrovie dello Stato;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per i lavori pubblici di concerto con quello del tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo;

Personale dei treni.

Art. 1.

Il personale dei treni dipendente dall'Amministrazione delle ferrovie dello Stato per il servizio inerente alle sue funzioni da prestarsi secondo le norme del decreto 23 febbraio 1921 del ministro dei lavori pubblici riceve, oltre lo stipendio, i compensi indicati negli articoli seguenti, le cui disposizioni sostituiscono il capo VIII delle disposizioni sulle competenze accessorie, approvate col decreto-legge Luogotenenziale 13 agosto 1917, nu-

mero 1393 e modificate col decreti Luogotenenziali 31 ottobre 1918, n. 1744 e 11 giugno 1919, n. 913.

Art. 2.

Premio per ora di lavoro.

Per ogni ora impiegata in viaggio per servizio di scorta ai treni ed alle tradotte è corrisposto un premio di:

L. 1,60 al conduttore capo;
L. 1,40 al conduttore principale;
L. 1,20 al conduttore;
L. 1,10 al frenatore.

Le ore suddette sono computate secondo l'orario dei treni.

Agli effetti della corresponsione del premio si terrà conto anche dei ritardi, in arrivo, superiori a 60', limitatamente alla parte eccedente la prima ora, semprechè non siano imputabili agli agenti interessati.

Il premio viene corrisposto anche per metà del tempo occorrente per le operazioni accessorie computate in 60' per ogni treno o tradotta scortata in servizio, ma per non più di quattro ore per ogni periodo lavorativo.

Se il tempo impiegato nei servizi suddetti (calcolato nel modo indicato) supera nel mese le 110 ore per agente, la parte eccedente è aumentata della metà agli effetti del premio.

Art. 3

Indennità di pernottazione.

Quando le prestazioni in residenza degli agenti dei treni si svolgono in tutto od in parte dalle 22 alle 5, queste ore comprese, ovvero nell'intervallo stesso i detti agenti restano assenti dalla residenza per servizio di scorta ai treni, è corrisposta una indennità di pernottazione nella misura seguente:

Per servizi fuori residenza:
ai conduttori capi L. 3;
ai conduttori principali L. 2,90;
ai conduttori L. 2.80;
ai frenatori L. 2,70.

Per servizi d'ufficio, spunta carri o delle merci e simili, per riserva in residenza e per disponibilità in deposito:
ai conduttori capi L. 0,30 per ora;
ai conduttori principali L. 0,25 per ora;
ai conduttori L. 0.25 per ora;
ai frenatori L. 0,2[illegible] per ora.

Agli effetti della liquidazione dell'indennità di pernottazione per i servizi fuori residenza si computa l'assenza considerando anticipata l'ora di partenza secondo l'orario e posticipata quella di arrivo, pure secondo l'orario, di 30' per tener conto del tempo occorrente per le operazioni accessorie.

L'indennità di pernottazione per servizi fuori residenza è corrisposta anche quando il treno che non darebbe titolo, se in orario, all'indennità stessa, arrivi alle ore 23 o posteriormente per ritardo non imputabile agli agenti interessati.

In caso di viaggio comandato senza servizio per recarsi dalla residenza ad altra località per assumervi servizio, o viceversa per farvi ritorno a servizio compiuto, l'ora di orario di partenza e quella di arrivo sono rispettivamente anticipata e posticipata di 15'.

Nella liquidazione dell'indennità di pernottazione pei servizi in residenza si trascurano le frazioni inferiori a mezz'ora e si computano per un'ora le frazioni uguali o superiori a mezz'ora.

Non sono ammesse due indennità di pernottazione per il periodo dalle 22 alle 5, queste ore comprese. Se in tale periodo l'agente ha dato prestazioni per le quali sono previste indennità di pernottazione diverse, si corrisponde soltanto la più favorevole.

Art. 4.

Trasferte.

Il personale addetto alla scorta dei treni riceve la diaria della indennità di trasferta oltre che nei casi previsti dal Capo II delle disposizioni sulle competenze accessorie richiamate all'articolo 1 del presente decreto, anche dopo le prime 24 ore di assenza continuata dalla residenza per servizi effettuati nella circoscrizione e per conto del deposito o della stazione cui è stabilmente addetto.

La durata utile dell'assenza dalla residenza agli effetti della liquidazione della diaria si considera iniziata dopo 24 ore dalla partenza secondo l'orario ed ultimata all'ora di arrivo in residenza pure secondo l'orario, senza tener conto degli eventuali ritardi nè dei servizi accessori.

Resta abrogato il comma 1° *b*) dell'art. 35 delle disposizioni sulle competenze accessorie, sopra richiamate.

Delle due indennità di pernottazione a cui può aver titolo, quella stabilita dal precedente articolo 3 o quella inerente alla trasferta di cui al capo II delle disposizioni sulle competenze accessorie succitate, è corrisposta al personale dei treni soltanto la seconda.

Art. 5.

Servizio fatto a carri misti da squadre fisse durante il viaggio.

Gli agenti dei treni che fanno parte delle squadre fisse trasbordatrici, cioè quelle incaricate del carico, dello scarico, del trasbordo e del riordino delle merci nei carri misti, da eseguirsi durante il viaggio, oltre i compensi previsti dai precedenti articoli, ricevono a seconda della loro qualifica, un premio addizionale, per ogni ora di lavoro prestato (computato a norma dell'art. 2) di:

L. 0,35 i conduttori capi
L. 0,30 i conduttori principali
L. 0,25 i conduttori
L. 0,20 i frenatori.

I manovali trasbordatori che fanno parte delle squadre suddette ricevono, in luogo della indennità di trasferta, le competenze stabilite dal presente decreto per i frenatori occupati in questo speciale servizio.

Il personale non compreso nella squadra fissa che viaggia col treno da questa servito non ha titolo al premio di cui sopra.

Art. 6.

Soprassoldo per cumulo funzioni.

Per la scorta dei treni per i quali il turno di servizio stabilisce specificamente che l'agente a cui sono affidate le funzioni di capo del treno, deve disimpegnare anche il servizio di conduttore principale ai trasporti, quando il cumulo di queste funzioni sia considerato tale dall'Amministrazione da giustificare un compenso maggiore di quello dovuto alla sola funzione di capo del treno, è corrisposto all'agente stesso, in più delle altre competenze per esso previste dal presente decreto, anche il premio per ore di lavoro previste per le funzioni di conduttore principale.

Art. 7.

Agenti addetti esclusivamente ai servizi locali.

Agli agenti del personale dei treni addetti esclusivamente ai servizi locali cioè quelli effettuati per scortare i treni o locomotive isolate tra stazioni o scali della medesima località o considerati tali per decisione del direttore generale, in luogo delle

competenze previste dai precedenti articoli, si corrisponde, proporzionalmente alle giornate di presenza in servizio, un compenso pari alla media dell'importo mensile del premio per ore di lavoro e della indennità di pernottazione liquidato agli agenti di pari qualifica dello stesso deposito addetti al servizio di scorta degli altri treni.

La media sarà stabilita trascurando le competenze degli agenti con assenze maggiori di 10 giorni nel mese.

Art. 8.

Premio per servizi in residenza.

Gli agenti del personale dei treni che, per esigenze di servizio, sono distolti dallo scortare i treni ed assegnati ad altre funzioni nella residenza (lavori di ufficio, spunta dei carri e delle merci e simili) ricevono per le giornate di loro presenza in servizio in queste funzioni un premio giornaliero di:

L. 4,60 i conduttori capi;
L. 4,10 i conduttori principali;
L. 3,70 i conduttori;
L. 3,30 i frenatori.

Il trattamento di cui al primo comma non spetta di conseguenza agli agenti che vengono distolti dalla scorta dei treni e messi ai lavori di scritturazione suddetti per cause disciplinari o per temporanea o definitiva inidoneità al servizio di scorta.

Art. 9.

Soprassoldo per servizio in galleria.

Ai conduttori capi, conduttori principali, conduttori e frenatori, addetti normalmente alla scorta dei treni transitanti su tratti di linee con lunghe gallerie che presentano particolare disagio per il personale stesso, è accordato un soprassoldo da stabilirsi per i singoli tratti dal direttore generale.

Il soprassoldo può essere diminuito o soppresso quando per il personale avessero a diminuire od a cessare per qualsiasi causa i disagi dai quali il conferimento del soprassoldo è stato determinato.

Art. 10.

Funzioni superiori al grado.

Gli agenti dei treni che, avendo la qualifica di grado inferiore, sono assegnati alle funzioni proprie delle qualifiche di conduttore capo, conduttore principale, conduttore e frenatore ricevono il trattamento stabilito dal presente decreto per la funzione superiore esercitata in luogo di quello corrispondente alla propria qualifica.

Ai conduttori capi comandati a sostituire temporaneamente i controllori viaggianti, invece dei compensi di cui i precedenti articoli è data, per tutto il tempo che dura la sostituzione, l'indennità di trasferta relativa alla loro qualifica.

Art. 11.

Agenti delle stazioni in funzioni proprie del personale dei treni.

I capi stazione, i sotto capi, gli applicati e gli agenti in genere delle stazioni che eccezionalmente assumono le funzioni di conduttore capo o di conduttore principale ricevono il trattamento più favorevole fra quello stabilito dal presente decreto per gli agenti delle qualifiche stesse e quello di trasferta previsto per il proprio grado.

Agli agenti delle stazioni che prestano servizio in sussidio ai treni, a quelli comandati alla scorta delle locomotive isolate, nonchè a quelli che viaggiano coi treni per eseguire le operazioni di carico e scarico nelle stazioni del percorso, sono corrisposte nella misura e con le stesse norme di cui al presente decreto, le competenze varie stabilite per i frenatori.

Art. 12.

Premio ai capi personale viaggiante.

I capi personale viaggiante ricevono i seguenti premi mensili di buon servizio:

Capi personale viaggiante principali L. 70.

Capi personale viaggiante di 1ª classe e capi personale viaggiante L. 60.

Il premio è ridotto di 1/30 per ogni giornata di assenza dal servizio non dovuta a grande riposo ed è soggetto alle disposizioni di cui l'art. 152 delle disposizioni sulle competenze accessorie citate all'art. 1.

Al capo personale viaggiante di grado inferiore che sostituisce il capo personale viaggiante principale si corrisponde, per i giorni in cui dura la sostituzione, il premio spettante a quest'ultimo, in luogo di quello dovuto per il proprio grado.

Al conduttore capo che sostituisce un capo personale viaggiante, o che è incaricato della distribuzione del servizio degli agenti dei treni, si corrisponde, durante il tempo in cui dura la sostituzione o l'incarico, oltre l'indennità di cui il primo capoverso del precedente art. 8, anche un premio mensile di L. 45, con detrazione di un trentesimo per ogni giornata di assenza dal servizio non dovuto a grande riposo.

All'agente di diversa qualifica, non appartenente al personale dei treni, che fosse comandato temporaneamente a sostituire un capo personale viaggiante, sarà corrisposto un premio giornaliero di L. 2 per ogni giornata di sostituzione, in luogo del premio previsto pel capo personale viaggiante, e sotto l'osservanza dell'art. 150 delle disposizioni sulle competenze accessorie citate all'art. 1.

Art. 13.

Premi per la scoperta di irregolarità od abusi nei trasporti.

L'art. 197 delle disposizioni sulle competenze accessorie di cui all'art. 1 del presente decreto viene sostituito dal seguente:

« Al personale dei treni, a quello delle stazioni ed agli agenti in genere incaricati delle controllerie che scoprono irregolarità o abusi nel trasporto dei viaggiatori, dei bagagli e delle merci, è accordato in premio il 25 0|0 dell'importo delle somme che sono riscosse a titolo di sopratassa a norma delle vigenti tariffe e condizioni per i trasporti.

Il premio è accordato anche sulla parte delle sopratasse che si riscuotono per i percorsi in servizio cumulativo colle altre ferrovie quando sussiste fra queste e l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato apposita convenzione.

Il personale non può reclamar alcun premio nel caso in cui non sia stata riscossa la sopratassa o in cui l'Amministrazione creda opportuno di abbandonare o rimborsare l'esazione: in questo ultimo caso però l'agente che ha scoperto l'irregolarità o l'abuso riceve un compenso per ogni contravvenzione regolarmente accertata variabile a seconda dell'importanza della contravvenzione stessa da L. 1 a L. 20 per le irregolarità nell'uso dei biglietti di viaggio del personale ferroviario e da L. 2 a L. 50 negli altri casi di irregolarità o di abusi.

Al personale dei treni, compreso quello addetto alla controlleria, sarà corrisposto un premio d'incoraggiamento di L. 0,25 per ogni diritto fisso, di cui l'art. 29 delle tariffe e condizioni per i trasporti, dovuto dal viaggiatore sull'importo dei biglietti dal personale stesso emessi sul treno nei casi in cui non siavi luogo a premio contravvenzionale.

Art. 14.

Le disposizioni contenute nel presente decreto hanno vigore dal 1° gennaio 1922. Il computo degli arretrati sarà fatto con norme semplificative da approvarsi dal direttore generale. Sugli

eventuali reclami contro la liquidazione che sarà fatta degli arretrati decide in via definitiva lo stesso direttore generale, e sarà quindi escluso al riguardo ogni altro ricorso in sede amministrativa e giudiziaria.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 giugno 1922.

VITTORIO EMANUELE.

FACTA — RICCIO — PEANO.

Visto, il guardasigilli: LUIGI ROSSI.

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti decreti:

N. 944. Regio decreto 2 luglio 1922, col quale, sulla proposta del ministro per il lavoro e la previdenza sociale, si approvano alcune modificazioni allo statuto della Società di mutuo soccorso dei maestri e delle maestre elementari, con sede in Venezia, approvato con R. decreto 13 luglio 1913, n. 906.

N. 945. Regio decreto 2 luglio 1922, col quale, sulla proposta del ministro dei lavori pubblici, è approvato il regolamento per l'applicazione del contributo di miglioria riguardante il piano regolatore di ampliamento della città di Voltri, nella regione Sant'Ambrogio ed è pure approvato, con esclusione degli articoli 2 e 5, il regolamento edilizio per la esecuzione del piano regolatore suddetto.

N. 955. Regio decreto 29 giugno 1922, n. 955, col quale, sulla proposta del ministro dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, l'Asilo infantile « Coniugi Edoardo e Filomena Santachiara » di Rio Saliceto, è eretto in Ente morale con amministrazione autonoma e ne è approvato lo statuto organico in data 7 giugno 1922, con alcune modificazioni.

N. 956. Regio decreto 29 giugno 1922, col quale, sulla proposta del ministro dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, l'Istituto dotalizio « Adele Lucisani » è eretto in Ente morale sotto l'amministrazione della Congregazione di carità di Castelvecchio Subequo e ne è approvato lo statuto organico, in data 23 ottobre 1921.

N. 957. Regio decreto 29 giugno 1922, col quale, sulla proposta del ministro dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, l'Istituto femminile « Elisa Bigliati », con sede nel comune di Albissola Superiore, è eretto in Ente morale con amministrazione autonoma e ne è approvato lo statuto organico, in data 17 marzo 1922.

N. 958. Regio decreto 29 giugno 1922, col quale, sulla proposta del ministro dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, la Casa di ricovero « Federico Marulli », con sede nel comune di Ostra Vetere, è eretta in Ente morale sotto l'amministrazione della locale Congregrazione di carità, con separata gestione e ne è approvato lo statuto organico in data 15 aprile 1922.

N. 993. Regio decreto 28 maggio 1922, col quale, sulla proposta del ministro per l'industria e commercio, l'Istituto autonomo per le case popolari con sede in Ascoli Piceno, è riconosciuto come Corpo morale e ne è approvato lo statuto organico.

DISPOSIZIONI DIVERSE

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del Debito pubblico

AVVISO

Si notifica che nel giorno di giovedì 10 agosto 1922, alle ore 9 in una sala del palazzo ove ha sede questa Direzione generale, via Goito n. 1, in Roma, con accesso al pubblico, si procederà alla 53ª estrazione a sorte delle obbligazioni della già Società Vittorio Emanuele, concessionaria della Ferrovia calabro-sicula di L. 500 ciascuna di capitale nominale al 3 0/0, il cui servizio venne assunto dallo Stato per effetto dell'art. 7 della convenzione 20 giugno 1868, approvata con la legge 31 agosto stesso anno, n. 4587.

Le obbligazioni da estrarsi giusta la relativa tabella d'ammortamento sono in numero di 4717 sulle 357898 attualmente vigenti agli effetti della estrazione.

Con successivo avviso saranno pubblicati i numeri delle obbligazioni sorteggiate, da rimborsarsi al 1° ottobre prossimo venturo.

Roma, 20 luglio 1922.

Il direttore generale
GARBAZZI.

Il direttore capo Divisione
BORGIA.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni nel personale dipendente:

UFFICIALI IN SERVIZIO PERMANENTE

Arma di artiglieria.

Con R. decreto del 19 marzo 1922:

Gazzola cav. Felice, maggiore in aspettativa per infermità temporanee provenienti da cause di servizio dal 2 agosto 1921, richiamato in servizio effettivo dal 2 febbraio 1922 con decorrenza assegni dal 16 febbraio 1922.

Capitani.

Con R. decreto del 23 febbraio 1922:

Calzavara Giorgio, capitano, dispensato dal servizio permanente, a sua domanda, ed inscritto col suo grado e colla sua an-

zianità 12 aprile 1917 nei ruoli degli ufficiali di complemento di artiglieria dal 1° marzo 1922.

Con R. decreto del 19 marzo 1922:

Guidi Buffarini Guido, capitano, collocato, a sua domanda, in aspettativa per motivi speciali, dal 1° febbraio 1922.

Franciolini David, capitano in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, l'aspettativa di cui sopra è prorogata dal 19 febbraio 1922.

Pinna cav. Pietro, capitano, collocato in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio dal 25 febbraio 1922.

D'Angelo Biagio, capitano in aspettativa per motivi speciali, trasferito in aspettativa per riduzione quadri dall'11 marzo 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 12 marzo detto con decorrenza assegni dal 16 marzo 1922 con riserva di anzianità assoluta e relativa.

Tenenti.

Con R. decreto del 2 marzo 1922:

Laviani Igino, dispensato dal servizio permanente, a sua domanda ed inscritto col suo grado e colla sua anzianità 18 maggio 1916 nei ruoli degli ufficiali di complemento di artiglieria dal 16 marzo 1922.

Con R. decreto del 19 marzo 1922:

Ragusa Salvatore, tenente in aspettativa per infermità temporanee provenienti da cause di servizio, richiamato in servizio effettivo dall'11 febbraio 1922 con decorrenza assegni dal 16 febbraio 1922.

Ambrogi Torello, tenente in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, trasferito in aspettativa per riduzione di quadri dal 21 gennaio 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 22 gennaio detto con decorrenza assegni dal 1° febbraio 1922.

Con R. decreto del 26 marzo 1922:

Ferrara Francesco, tenente, collocato in aspettativa dal 10 marzo 1922, per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio.

Pezzi Enrico, tenente in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, traferi o in aspettativa per riduzione quadri dal 26 gennaio 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 27 gennaio detto con decorrenza assegni dal 1° febbrio 1922.

Arma del genio.

Tenenti colonnelli.

Con R. decreto del 26 marzo 1922:

Davini cav. Socrate, tenente colonnello in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, l'aspettativa anzidetta è commutata per infermità temporanee provenienti da cause di servizio.

Maggiori.

Avorio cav. Luigi, maggiore in aspettativa per motivi speciali, trasferito in aspettativa per riduzione quadri dal 1° aprile 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 2 aprile detto con decorrenza assegni dal 16 aprile 1922.

Capitani.

Riccardi Ernesto, capitano in aspettativa per sospensione dall'impiego, revocato e considerato come non avvenuto il Regio decreto 20 gennaio 1922 che lo collocava nella posizione di cui sopra, continuando a rimanere in aspettativa per infermità.

Con R. decreto del 26 marzo 1922:

Rossoni Giovanni, capitano, in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, trasferito in aspettativa per riduzione quadri dal 18 febbraio 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 19 febbraio detto con decorrenza assegni dal 1° marzo 1922.

Tenenti.

Con R. decreto del 19 febbraio 1922:

Colombo Amedeo, tenente, dispensato dal servizio permanente, a sua domanda, ed inscritto col suo grado e colla sua anzianità 15 maggio 1918 nei ruoli degli ufficiali di complemento del genio, dal 1° marzo 1922.

Mauro Sestino, tenente, dispensato dal servizio permanente, a sua domanda, ed inscritto col suo grado e colla sua anzianità 19 marzo 1916 nei ruoli degli ufficiali di complemento del genio, dal 1° marzo 1922.

Con R. decreto del 26 marzo 1922:

Traina Mario, tenente, in aspettativa per motivi speciali, trasferito in aspettativa per riduzione quadri dal 20 marzo 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 21 marzo detto, con decorrenza assegni dal 1° aprile 1922.

Bertinelli Domenico, tenente, in aspettativa dall'11 agosto 1921 per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, trasferito in aspettativa per riduzione quadri dall'11 febbraio 1922 e richiamato in servizio effettivo dal 12 febbraio detto, con decorrenza assegni dal 16 febbraio 1922.

Arma aeronautica.

Sottotenenti.

Con R. decreto del 2 aprile 1922:

Frigeri Fernando, maresciallo, nominato sottotenente in servizio attivo permanente nell'arma del genio, con anzianità 1° febbraio 1918 con riserva di anzianità relativa.

CORPO SANITARIO MILITARE.

Ufficiali medici.

Capitani.

Con R. decreto del 19 marzo 1922:

Grifi Vincenzo, capitano medico, in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio dal 15 luglio 1920, la proroga statagli concessa con R. decreto 11 agosto 1921, si deve considerare con la decorrenza dal 15 luglio 1921, anzichè dal 15 maggio 1921.

Tenenti.

Con R. decreto del 19 marzo 1922:

Vitale Nicola, tenente medico, nominato tenente medico effettivo con anzianità 5 marzo 1917.

IMPIEGATI CIVILI.

Personale della giustizia militare.

Con R. decreto del 19 marzo 1922:

Borsari cav. Francesco, sostituto avvocato militare 1ª classe, militarizzato col grado di maggiore, collocato in aspettativa per motivi speciali dal 16 marzo 1922.

Ragionieri geometri del genio.

Con R. decreto del 23 febbraio 1922:

Caraccio Decio, ragioniere geometra, sono accettate le volontarie dimissioni dall'impiego dal 1° marzo 1922.

MINISTERO
per l'industria e il commercio

Comunicato.

Con decreto prefettizio 30 giugno 1922 il Consiglio d'amministrazione dell'Istituto autonomo per le case popolari di Palermo è stato incaricato delle funzioni di Comitato provinciale per le case popolari.

DIREZIONE GENERALE
del Credito, della Cooperazione e delle Assicurazioni private

Corso medio dei cambi
del giorno 19 luglio 1922
(Art. 39 del Codice di commercio)

	Media		Media
			—
Parigi	180 50	Dinari	—
Londra	95 31	Corone jugoslave	—
Svizzera	415 63	Belgio	171 25
Spagna	339 —	Olanda	8 50
Berlino	4 50	Pesos oro	17 55
Vienna	0 075	Pesos carta	7 74
Praga	48 60	New York	21 46

Oro . . . . . . 414 08.

Media dei consolidati negoziati a contanti

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Note
3 50 °/₀ netto (1906)	70 97	—
3.50 °/₀ netto (1902)		—
3 °/₀ lordo	—	—
5 °/₀	77 69	—

Corso medio dei cambi
del giorno 20 luglio 1922
(Art. 39 del Codice di commercio).

	Media		Media
	—		—
Parigi	183 27	Dinari	—
Londra	98 14	Corone iuguslave	—
Svizzera	420 —	Belgio	171 66
Spagna	—	Olanda	8 56
Berlino	4 26	Pesos oro	18 09
Vienna	0 07	Pesos carta	8 05
Praga	48 93	New York	22 —

Oro . . . . 424 49.

Media dei consolidati negoziati a contanti

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Note
3.50 °/° netto (1906)	70 97	—
3,50 °/₀ netto (1902)	—	—
3 °/₀ lordo	—	—
5 °/₀ netto	77 56	—

CONCORSI

MINISTRO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

È aperto il concorso per titoli e, occorrendo, per titoli e per esame al posto di aggiunto per l'architettura e la prospettiva nel R. Istituto di belle arti di Palermo, con l'annuo stipendio iniziale di L. 5000.

I titoli dovranno comprovare, principalmente, il valore artistico e didattico del candidato.

A parità di merito nei concorrenti, sarà a titolo di preferenza il diploma di architetto e d'ingegnere civile, conseguito in una scuola di applicazione per gli ingegneri, o di professore di disegno architettonico, ottenuto in un Istituto di belle arti.

La nomina del candidato prescelto è fatta per un periodo di tre anni. In seguito al risultato dell'insegnamento, impartito in questo tempo, il professore sarà confermato stabilmente oppure esonerato.

Le domande di ammissione al concorso redatte su carta bollata da L. 2,40 dovranno essere corredate dai seguenti documenti:

a) certificato di nascita, dal quale risulti che l'età del candidato non è inferiore di anni 21, nè superiore ad anni 40;

b) certificato di cittadinanza italiana;

c) certificato di sana costituzione fisica;

d) certificato generale negativo del casellario giudiziale;

e) certificato di moralità e di buona condotta, rilasciato dal sindaco del Comune o dei Comuni dove il concorrente ha dimorato nell'ultimo biennio;

f) certificato comprovante di aver ottemperato alle disposizioni della legge sul reclutamento.

I documenti indicati alle lettere *c*), *d*), *e*), dovranno essere di data non anteriore a tre mesi dalla chiusura del concorso, e quelli indicati alle lettere *a*), *b*) *c*), *e*), dovranno essere debitamente legalizzati.

E' fatta eccezione al limite massimo dell'età a favore di coloro che occupano un posto di ruolo governativo, i medesimi sono anche dispensati dal produrre i documenti predetti.

Le domande con tutti i documenti sopra elencati dovranno essere presentate al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale per le antichità e le belle arti) non più tardi delle ore 19 del 31 agosto 1922.

I titoli ed i lavori invece dovranno essere spediti franco di porto e di qualsiansi altre spese, al Regio Istituto di belle arti di Palermo, dove sarà giudicato il concorso, e dovranno pervenire a quell'Istituto entro il periodo di tempo stabilito per le domande. Alla domanda dovrà essere allegato un elenco esatto in doppio esemplare dei documenti e dei titoli presentati al concorso e dovrà in essa essere indicato l'indirizzo del candidato.

Nessun titolo o documento potrà essere accettato dopo la scadenza del concorso. Le domande arrivate fuori termine o redatte in carta da bollo insufficiente non saranno prese in considerazione.

È esclusa la facoltà nel concorrente di riferirsi a documenti e titoli presentati per altri concorsi in altri Istituti.

La Commissione esaminatrice del concorso, ove stimi necessario l'esame, sottoporrà i candidati ad un esperimento che potrà consistere di una o più prove.

A parità di merito, saranno preferiti coloro che siano invalidi od orfani di guerra, od abbiano riportate ferite in combattimento, oppure siano insigniti di decorazioni al valor militare, ed infine coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti.

Roma, 15 giugno 1922.

Pel ministro
G. CALO'.

Il direttore: DARIO PERUZY. Tipografia delle Mantellate TUMINO RAFFAELE, *gerente*.